

**Livre
des communicants
de l'État**

Édition 2023

Sommaire

Introduction	3
1 - Notre mission : garantir la lisibilité et la visibilité de l'action de l'État	4
1.1. La coordination interministérielle au service de la transformation de la communication de l'État	5
1.2. L'articulation de la communication de l'État autour de sujets-clés	6
2 - Notre écosystème : un réseau d'experts garants du lien État-citoyen	7
2.1. La structuration : les acteurs de la coordination de la communication de l'État	8
2.2. Le pilotage et la coordination des réseaux de la communication interministérielle	12
Annexe - liste des opérateurs de l'État	13

Introduction

Alors que nos concitoyens transforment radicalement leur manière de s'informer et de communiquer avec les institutions, les médias et les entreprises, **il est de la responsabilité de l'État de moderniser ses propres modèles d'engagement et d'information.**

Les citoyens expriment des difficultés à identifier et comprendre l'action de l'État. Pour recréer du lien et de la confiance, il est donc nécessaire de **rendre plus visible l'action de l'État et de renforcer son attribution.**

Les crises successives que nous avons traversées depuis 2018 ont nécessité **une véritable transformation de la communication de l'État,** avec la mise en place d'un système à double sens entre l'État et le citoyen. Ce système passe nécessairement par une **coordination interministérielle** resserrée et met en exergue la nécessité d'investir davantage l'interministériel, **pour porter collectivement une communication de l'État cohérente et efficace.**

Ce livre constitue un « mode d'emploi » de la communication interministérielle et s'adresse à l'ensemble des acteurs de la communication de l'État, qu'ils ou elles soient au sein de l'administration centrale et de ses services, de l'administration déconcentrée ou des opérateurs.

Il a pour objectif de mettre en perspective et **fluidifier le fonctionnement de cet écosystème et de faciliter la coordination interministérielle**, pour soutenir la cohérence de la communication de l'État et le pilotage des objets de communication clés :

- en rappelant notre mission, qui est de garantir la lisibilité et la visibilité de l'action de l'État ;
- en clarifiant la structuration de notre écosystème, qui est un réseau d'experts garants du lien entre État et citoyen ;
- en donnant accès aux outils existants, par l'intermédiaire de fiches pratiques dédiées.

1

Notre mission : garantir la lisibilité et la visibilité de l'action de l'État

Depuis plusieurs années, la communication de l'État a perdu son caractère performatif, du fait de la combinaison de différents phénomènes :

- la volatilité croissante de l'information et son obsolescence programmée - conséquence majeure des stratégies éditoriales dédiées à l'instantanéité des médias et des chaînes d'information en continu ;
- la surabondance des messages échangés à l'ère des réseaux sociaux, où tout un chacun devient un émetteur et où les récepteurs, subissant les algorithmes de recommandations, ne sont plus en contrôle de ce qu'ils reçoivent au point de risquer d'être enfermés dans des « bulles de filtre » ;
- la fragmentation de l'opinion sur l'action des pouvoirs publics, alimentée par la désinformation ;
- la rupture dans la perception du continuum entre la promesse politique et la mise en œuvre effective des politiques publiques par les services de l'État.

Au regard de ce contexte, la communication de l'État a connu une profonde **modernisation** de ses pratiques, de son organisation et de ses outils pour accompagner et accélérer la transformation de la **communication gouvernementale**.

La succession de crises a par ailleurs (re)mis la **communication de l'État au cœur du quotidien des citoyens, lui conférant une visibilité rarement égalée**.

1.1. La coordination interministérielle au service de la transformation de la communication de l'État

Si l'enchaînement des situations de crise a confirmé le rôle **stratégique de la communication de l'État au service de la perception de l'action** de celui-ci, ses fondamentaux ont dû être redéfinis en réponse à :

- l'exigence du partage de l'information en temps réel ;
- l'attente d'une plus grande transparence ;
- la clarification de l'échelle de décision et la responsabilisation associée des différents acteurs ;
- la nécessaire présentation des résultats et de leur mise en œuvre à l'échelle des citoyens.

Au sortir de ces crises successives, le rôle de la coordination interministérielle **doit être renforcé pour passer d'une logique d'information à une logique d'orientation** des différents acteurs de notre écosystème.

Pour ce faire, la **transversalité doit être un gage d'efficacité au service de la perception de l'action, de sa cohérence et de sa pertinence**.

Trois objectifs pour guider notre action :

- **Renforcer la visibilité** de la mobilisation politique au quotidien, en capitalisant sur la caisse de résonance des réseaux étatiques pour matérialiser l'action gouvernementale « en flux ».
- **Assurer la lisibilité** des politiques publiques au niveau individuel et local, en s'appliquant à développer la perception du continuum entre engagement et mise en œuvre.
- Renforcer les logiques **de coopération** et **de professionnalisation** des communicants de l'État.

1.2. L'articulation de la communication de l'État autour de sujets-clés

Afin de garantir une cohérence globale des actions de communication, celle-ci s'orchestre autour de piliers stratégiques majeurs.

Ces piliers sont des thématiques interministérielles et cibles prioritaires qui peuvent faire l'objet du développement de « programmes spécifiques »

1. Une transition écologique réussie qui s'articule autour des sujets de planification écologique, de transition énergétique (sobriété, efficacité, énergies renouvelables et nucléaire) et de biodiversité ;

2. Une France plus souveraine sur les pans numérique, énergétique, alimentaire et forestière, stratégique, sanitaire, culturel, militaire, aux frontières, etc.

3. Un pays qui offre les mêmes chances à tous, en matière d'éducation, de santé, d'accompagnement du vieillissement de la population, de société inclusive, de cohésion des territoires, de sécurité, d'accès au sport et à la culture, d'égalité femme/homme, etc.

4. Une société de plein emploi, permise par l'orientation, la formation, l'accès au marché du travail, la (ré)insertion professionnelle, la rémunération du travail, le rapport au travail, le départ en retraite, etc.

5. Une nouvelle méthode d'action et de gouvernance au service de la renaissance démocratique, par la concertation ou le renouveau de la fonction publique.

Chacun de ces piliers permet d'inscrire les différentes actions dans une logique de continuum :

- le continuum de l'action publique, de la décision en passant par sa mise en œuvre jusqu'à ses résultats ;
- le parcours citoyen, qui représente l'ensemble des points de contacts pour toucher un citoyen, depuis son lever jusqu'à son coucher ;
- le parcours de vie, qui matérialise l'ensemble des audiences disponibles, avant segmentation, de la naissance à la dépendance, et permet de visualiser l'offre de politiques publiques afférentes.



Pour mettre en œuvre cette communication cohérente, la coordination de l'écosystème est un facteur-clé.

Cette coordination vise à garantir la mise en cohérence de la communication à l'échelle de l'État, et amplifier le relais des messages auprès des différents bassins d'audience.

L'enjeu est de faire de la multiplicité des réseaux une force, en exploitant toute la granularité de l'État.

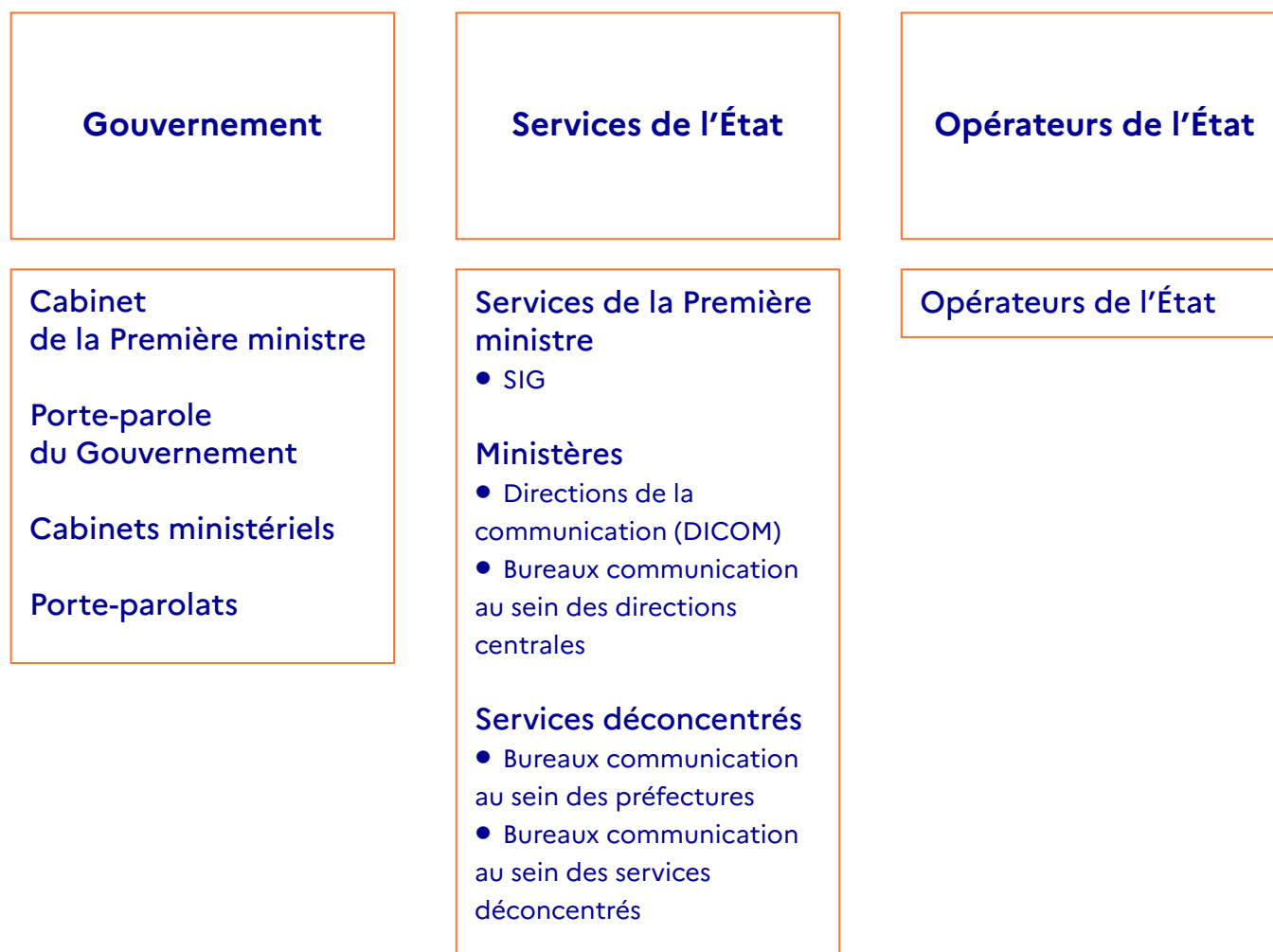
2

Notre écosystème : un réseau d'experts garants du lien État-citoyen

La communication de l'État est nécessairement multiple : elle est portée par de très nombreux acteurs, faisant face à des enjeux de communication à la fois transverses et spécifiquement ministériels. Dans ce contexte, la coordination des différentes parties prenantes et la recherche de prises de paroles s'inscrivant dans un ensemble cohérent représentent des enjeux majeurs.

2.1. La structuration :

les acteurs de la coordination de la communication de l'État



La communication de l'État est partagée entre de nombreux acteurs émetteurs :

1. Le Gouvernement *détermine et conduit la politique de la Nation* (art. 20 de la Constitution du 4 octobre 1958), sous la conduite de la Première ministre. Elle détermine donc la vision et le projet politique desquels découleront les politiques publiques et leur communication.

On y retrouve :

- les cabinets de la Première ministre et des ministères, qui impulsent et déterminent la stratégie de communication du ministère ;
- le Porte-parole du Gouvernement ;
- les porte-parolats.

2. Les services de l'État déclinent la vision et la politique du Gouvernement en politiques publiques dont découlent leurs actions de communication qu'elles mettent en œuvre.

Elles comprennent, entre autres :

- **Les services de la Première ministre** qui assistent la Première ministre et prennent part à l'élaboration de la politique du Gouvernement.
 - Au sein des services de la Première ministre, **le Service d'information du Gouvernement (SIG)** remplit ses missions selon quatre axes :
 - il analyse l'évolution de l'opinion publique et le traitement médiatique de l'action gouvernementale ;
 - il informe le grand public de l'action du Premier ministre et du Gouvernement ;
 - il pilote et coordonne au niveau interministériel la communication gouvernementale ;
 - il veille à l'accessibilité aux personnes handicapées des principales actions et moyens de communication gouvernementale.
- **Les ministères**, dont :
 - **les directions de la communication des ministères (DICOM)**, qui mettent en œuvre et déclinent le projet politique et la stratégie en actions de communication et coordonnent l'action des services du ministère sur leur périmètre.

Bien que l'organisation des DICOM soit variable d'un ministère à l'autre, plusieurs familles de métiers de la communication peuvent être identifiées et sont représentées au sein de cet écosystème. Celles-ci peuvent être scindées en missions dites « transverses » et en missions plus opérationnelles. Des missions support peuvent également être présentes au sein de certaines DICOM. Le schéma ci-dessous propose un schéma d'organisation-type sans toutefois représenter la diversité des organisations existantes.

Missions opérationnelles

Veille et analyse	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'études et de sondages d'opinion• Travaux de veille et d'analyse média.
Rédaction	<ul style="list-style-type: none">• Mise en œuvre de la stratégie éditoriale et des actions de communication via la production de contenus pour l'ensemble des canaux (audio-visuel, numérique, réseaux sociaux, articles, infographies, etc.).
Événementiel	<ul style="list-style-type: none">• Organisation et coordination d'événements de communication à destination d'un public ciblé afin de promouvoir les actions du ministère.
Numérique	<ul style="list-style-type: none">• Développement et maintenance des sites internet et intranet gouvernementaux et des applications, directement ou avec l'appui de prestataires, pour le compte des DICOM elles-mêmes ou des directions et services déconcentrés, en lien avec les DNUM.

Missions transverses

Stratégie et coordination interministérielle	<ul style="list-style-type: none">• Contribution, en lien avec les cabinets et le SIG, à la définition de la stratégie de communication du ministère.
Communication de crise	<ul style="list-style-type: none">• En situation de crise, coordonner l'ensemble des acteurs et des outils du dispositif de communication.• Hors temps de crise, préparer les référents interministériels à une période de crise par des exercices de crise et retex.
Animation des réseaux déconcentrés / partenariats	<ul style="list-style-type: none">• Coordination des réseaux déconcentrés, des réseaux métier internes et des services déconcentrés.• Diffusion des messages et partenariats externes.
Communication interne	Définition, pilotage et mise en œuvre des actions de communication interne des ministères.
Missions de support	Ressources humaines (gestion des ressources, formation, etc.), informatique (gestion des outils informatiques), budget (attribution des moyens et ressources financiers) et achats (gestion des marchés).

- **Les communicants au sein des directions centrales**, en lien avec les DICOM pour définir et mettre en œuvre les actions de communication de leur périmètre.

- **Les services déconcentrés :**

- les communicants au sein des préfectures, en charge du pilotage et de la coordination interministérielle au niveau local ;
- les communicants au sein des services déconcentrés, qui sont le relais des DICOM sur le terrain et mettent en place les actions de communication de proximité.

3. Les opérateurs de l'État

sont des établissements publics qui exercent pour l'État des missions d'intérêt général. Ils contribuent à la mise en œuvre de missions de service public que l'État leur délègue et disposent de moyens financiers principalement issus des projets de loi de finance.

Selon l'annexe au projet de loi de finances, sont opérateurs de l'État les entités *« majoritairement financées par des subventions de l'État ou des taxes affectées, ou porteurs d'enjeux importants pour l'État »*.

La liste des opérateurs de l'État regroupe les organismes :

- **exerçant « une activité de service public** qui puisse explicitement se rattacher à la mise en œuvre d'une politique définie par l'État et identifiée dans la nomenclature budgétaire par destination selon la répartition en mission programme-action » ;
- **bénéficiant d'un « financement assuré majoritairement par l'État** directement sous forme de subventions ou indirectement via des ressources affectées, notamment fiscales. Ceci n'exclut pas la possibilité pour l'opérateur d'exercer des activités marchandes à titre subsidiaire » ;
- **bénéficiant d'un « contrôle direct par l'État** qui ne se limite pas à un contrôle budgétaire ou économique et financier mais doit relever de l'exercice d'une tutelle ayant capacité à orienter les décisions stratégiques, que cette faculté s'accompagne ou non de la participation au conseil d'administration. »

Des organismes ne répondant pas à tous ces critères peuvent toutefois être qualifiés d'opérateurs de l'État, dans la mesure où ils sont considérés comme porteurs d'enjeux importants pour l'État. Les autres critères pouvant être pris en compte sont :

- *le poids de l'organisme dans les crédits ou la réalisation des objectifs du ou des programmes qui le financent ;*
- *l'exploitation ou l'occupation de biens patrimoniaux remis en dotation ou mis à disposition par l'État ;*
- *l'appartenance au périmètre des organismes divers d'administration centrale (ODAC) ;*
- *la présence de la direction du budget au sein de l'organe délibérant prévue par les statuts de l'organisme.*

Une collaboration étroite existe avec certains opérateurs, notamment par leur participation au marché d'achat d'espace. Ces opérateurs sont particulièrement mobilisés pour porter la communication de l'État, selon les enjeux et priorités du moment. Il s'agit par exemple de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'Institut national du cancer (INCa), Santé publique France (SPF), l'Agence nationale de santé publique, l'Agence nationale de l'habitat (ANaH), la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), l'Agence du Service civique (ASC), l'Agence française pour la biodiversité (AFB). Ils sont donc naturellement associés aux instances de coordination interministérielle par le SIG, en lien avec la DICOM de leur(s) ministère(s) de tutelle.

Pour les autres opérateurs, la DICOM constitue l'interlocuteur privilégié des opérateurs en matière de coordination de la communication sur un périmètre ministériel donné.

Voir en annexe la liste des opérateurs de l'État

2.2. Le pilotage et la coordination des réseaux de la communication interministérielle

La définition précise des rôles et responsabilités à chaque niveau permet d'identifier les périmètres de chaque acteur, dont ceux sur lesquels une coordination et un pilotage de proximité sont nécessaires.

Ces derniers requièrent un **travail de mise en cohérence au niveau interministériel, qui est facilité par des réseaux métiers**, instances de partage, d'échange, de suivi des priorités et/ou de coordination opérationnelle et de partage de bonnes pratiques.

Ces différents réseaux permettent de répondre à différents enjeux :

- **Réseau des cabinets**
 - Échanger sur les grandes séquences de communication et priorités gouvernementales.
 - Partager de l'information, mettre en cohérence les grandes orientations stratégiques.
- **Réseau des directeurs et directrices de la communication (DIRCOM)**
 - Échanger sur les grandes séquences de communication et campagnes en cours et à venir.
 - Partager de l'information, mettre en cohérence les grandes orientations stratégiques.
- **Réseau des préfetures et services déconcentrés**
 - Circulariser l'information (priorités de communication, calendrier, outils).
 - Partager des bonnes pratiques et faire des RETEX, par exemple sur des sujets de crise et d'influence (formations, ateliers).
- **Réseau des veilleurs**
 - Coordonner et mutualiser les travaux de veille au niveau interministériel.
- Solliciter l'appui du SIG en tant que de besoin.
- Partager les bonnes pratiques, notamment en termes de marchés veille.
- **Réseau des bureaux éditos**
 - Rationaliser les formats et les productions au niveau interministériel.
 - Créer de la cohérence en termes de rédaction / éditos au niveau interministériel.
 - Partager de l'information, et notamment les priorités hebdomadaires.
- **Réseau des responsables de campagnes**
 - Partager les bonnes pratiques, notamment en termes de marchés et d'achat média.
 - Disposer d'un calendrier des campagnes structuré et partageable.
- **Réseau des communicants de crise**
 - En situation de crise, assurer la circulation de l'information et coordonner l'ensemble des acteurs, en communiquant sur les priorités et enjeux clés de chaque ministère.
 - Hors temps de crise, préparer les référents interministériels par des exercices et outils de crise.
- **Réseau des bureaux numériques**
 - Déployer et coordonner les projets web de l'écosystème numérique de l'État (exemple : système de design, accessibilité).
 - Renforcer la coordination et développer le suivi de la performance des sites internet.
- **Réseau des référents partenariats**
 - Faciliter et rationaliser l'activation de partenaires en capitalisant sur les expériences de chacun et en partageant les points d'entrée et les contacts.
- **Réseau des référents accessibilité**
 - S'assurer de la prise en compte des normes sur l'accessibilité de la communication au sein de leur administration centrale et déconcentrée et des établissements publics sous leur tutelle.
 - Être les représentants de l'accessibilité au sein de leur entité, pour véhiculer les bonnes pratiques.
 - Participer aux comités de pilotages interministériels organisés par le SIG.
 - Collecter et analyser les indicateurs de suivi.
- **D'autres réseaux métiers existent :**
 - pour répondre à des enjeux communs (déploiement de la marque de l'État) ;
 - pour coordonner le travail interministériel autour de projets dédiés (i.e. France Relance) ;
 - et ce, à différentes échelles et au sein des différentes entités de l'État.

Annexe – liste des opérateurs de l'État

Réalisée sur la base de l'annexe
au PLF 2020 « Opérateurs
de l'État »

Enseignement scolaire / Sport, jeunesse et vie associative / Recherche et enseignement supérieur

- ABES - Agence bibliographique de l'enseignement supérieur
- Académie des sciences de l'outre-mer
- Académie des technologies
- ACTA - Association de coordination technique agricole
- ACTIA - Association de coordination technique pour l'industrie agroalimentaire
- ADU Drôme Ardèche - Agence du développement universitaire Drôme Ardèche
- Agence Erasmus + France / Éducation Formation
- Agrocampus Ouest - Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage
- AgroParisTech - Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement
- AgroSup Dijon - Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement
- Amiens « Université Picardie-Jules Verne »
- AMUE - Agence de mutualisation des universités et des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche
- ANR - Agence nationale de la recherche
- ASC - Agence du Service civique
- Avignon « Université d'Avignon et des Pays du Vaucluse »
- Besançon « Université de Franche-Comté »
- BNUS - Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg
- Bordeaux-III « Université Michel de Montaigne »
- Bordeaux Sciences Agro - École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (ex-ENITAB)
- Brest « Université de Bretagne occidentale »
- BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières
- BULAC - Bibliothèque universitaire des langues et civilisations
- Caen « Université de Basse-Normandie »
- Casa Velasquez de Madrid
- CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives
- Centrale - École centrale : Lille / Lyon / Nantes
- Centrale-Supélec
- CEREQ - Centre d'études et de recherches sur les qualifications
- Chancellerie de l'université de l'académie de : Aix-Marseille / Amiens / Orléans-Tours / Besançon / Bordeaux / Caen / Clermont-Ferrand / Corse / Créteil / Dijon / Grenoble / Guadeloupe / Guyane / La Réunion / Lille / Limoges / Lyon / Martinique / Montpellier / Nancy-Metz / Nantes / Nice / Paris / Poitiers / Reims / Rennes / Rouen / Strasbourg / Toulouse / Versailles
- CIEP - Centre international d'études pédagogiques
- CINES - Centre informatique national de l'enseignement supérieur
- CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- CNAM - Conservatoire national des arts et métiers
- CNDS - Centre national pour le développement du sport
- CNED - Centre national d'enseignement à distance
- CNES - Centre national d'études spatiales
- CNOUS - Centre national des œuvres universitaires et scolaires
- CNRS - Centre national de la recherche scientifique
- Collège de France
- COMUE - Communauté d'université et d'établissements : Aquitaine / Hautes études, Sorbonne, arts et métiers / Grenoble Alpes / Languedoc-Roussillon Universités / Lille Nord de France / Normandie Université / Univ. Bourgogne-Franche-Comté / Univ. Bretagne Loire / Univ. confédérale Léonard de Vinci / Univ. Côte d'Azur / Univ. Lyon / Univ. de recherche Paris Sciences et Lettres / Univ. fédérale de Toulouse Midi-Pyrénées / Univ. Paris-Est / Univ. Paris-Lumières / Univ. Paris-Saclay / Univ. Paris-Seine / Univ. Sorbonne-Paris-Cité-Val de Loire
- Corse « Université Pascal Paoli »
- CROUS - Centre régional des œuvres universitaires et scolaires : Aix-Marseille / Amiens / Orléans-Tours / Besançon / Bordeaux / Caen / Clermont-Ferrand / Corse / Créteil / Dijon / Grenoble /

- La Réunion / Lille / Limoges / Lyon / Montpellier / Nancy-Metz / Nantes / Nice / Paris / Poitiers / Reims / Rennes / Rouen / Antilles et Guyane / Strasbourg / Toulouse / Versailles
- CTLES - Centre technique du livre de l'enseignement supérieur
 - CUFR de Mayotte - Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte
 - Dijon « Université de Bourgogne »
 - École centrale de Marseille
 - École française de Rome
 - École nationale d'ingénieurs de Tarbes
 - École nationale des chartes
 - École nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise
 - École nationale supérieure d'ingénieurs de Caen
 - École nationale supérieure de chimie de Lille / Montpellier / Paris / Rennes
 - École nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique de Poitiers
 - École nationale supérieure de mécanique et des microtechniques de Besançon
 - École nationale supérieure Louis Lumière
 - EFA - École française d'Athènes
 - EFEO - École française d'Extrême-Orient
 - EHESS - École des hautes études en sciences sociales
 - ENGEES - École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg
 - ENIB - École nationale d'ingénieurs de Brest
 - ENISE - École nationale d'ingénieurs de Saint Etienne
 - ENSAIT - École nationale supérieure des arts et industries textiles
 - ENSAM - École nationale supérieure d'arts et métiers
 - ENSATT - École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre
 - ENS-Cachan - École normale supérieure de Cachan
 - ENSEA - École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications de Cergy
 - ENS - École normale supérieure
 - ENSFEA - École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole
 - ENS-Lyon - École normale supérieure de Lyon
 - ENSM - École nationale des sports de montagne
 - ENSMP - École nationale supérieure des Mines de Paris (Mines ParisTech)
 - ENSPaysage - École nationale supérieure de paysage de Versailles
 - ENS - Rennes - École normale supérieure de Rennes
 - ENSSIB - École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
 - ENVA - École nationale vétérinaire d'Alfort
 - ENVSN - École nationale de voile et des sports nautiques
 - ENVT - École nationale vétérinaire de Toulouse
 - EPAURIF - Établissement public d'aménagement universitaire de la région Ile-de-France
 - EPHE - École pratique des hautes études
 - Établissement public Campus Condorcet
 - FNSP - Fondation nationale des sciences politiques
 - Fondation Maison des sciences de l'homme
 - GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique
 - Génopole
 - GIP FUN MOOC
 - IAE - Institut d'administration des entreprises de Paris
 - IEP - Institut d'études politiques : Aix-en-Provence / Bordeaux / Grenoble / Lille / Lyon / Paris / Rennes / Toulouse
 - IFAO du Caire - Institut français d'archéologie orientale du Caire
 - IFPEN - IFP Énergies nouvelles
 - IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer
 - IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux
 - IHEST - Institut des hautes études pour la science et la technologie
 - INALCO - Institut national des langues et civilisations orientales
 - INED - Institut national d'études démographiques
 - INHA - Institut national d'histoire de l'art
 - INPT - Institut national polytechnique de Toulouse
 - INRA - Institut national de la recherche agronomique
 - INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique
 - INSA - Institut national des sciences appliquées : Centre-Val de Loire / Lyon / Rennes / Rouen / Strasbourg / Toulouse
 - INSEP - Institut national du sport, de l'expertise et de la performance
 - INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale
 - INS-HEA - Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés
 - Institut Mines-Télécom
 - Institut national universitaire Jean- François Champollion
 - IOTA - Institut d'optique théorique appliquée
 - IPB - Institut polytechnique de Bordeaux
 - IPEV - Institut polaire français Paul-Émile Victor
 - IPG - Institut de physique du globe de Paris
 - IPG - Institut polytechnique Grenoble
 - IRD - Institut de recherche pour le développement
 - IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire
 - IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
 - ISMEP - Institut supérieur de mécanique de Paris-Supmeca
 - Le Mans « Université du Maine »
 - Littoral « Université Littoral côte d'Opale »
 - LNE - Laboratoire national de métrologie et d'essais
 - Lyon-I « Université Claude Bernard » / Lyon-II « Université Lumière » / Lyon-III « Université Jean Moulin »
 - MNHN - Muséum national d'histoire naturelle
 - MNS - Musée national du sport
 - Montpellier-III « Université Paul Valéry »
 - Montpellier Sup Agro - Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques
 - Mulhouse « Université de Haute Alsace »
 - Nice « Université Sophia-Antipolis »
 - Observatoire de la Côte d'Azur
 - Observatoire de Paris
 - ONIRIS - École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation Nantes Atlantique
 - Onisep - Office national d'information sur les enseignements et les professions
 - Paris-I « Université Panthéon-Sorbonne » / Paris-II « Université Panthéon-Assas » / Paris-III « Université La Sorbonne Nouvelle » / Paris-V « Université René Descartes » / Paris-VII « Université Denis Diderot » / Paris-VIII « Université Paris-Vincennes à Saint Denis » / Paris-X « Université Paris-Nanterre » / Paris-XI « Université Paris-Sud » / Paris-XII « Université Paris-Val-de-Marne » / Paris-XIII « Université Paris-Nord »
 - Pau « Université de Pau et des pays de l'Adour »
 - Perpignan « Université Via Domitia de Perpignan »

- Reims « Université Champagne-Ardenne »
- RENATER - Réseau national de communications pour la technologie, l'enseignement et la recherche
- Rennes-II « Université de Haute Bretagne »
- Réseau Canopé
- Rouen « Université de Haute-Normandie »
- Saint Etienne « Université Jean Monnet »
- Sigma Clermont
- SOLIDEO - Société de livraison des équipements olympiques et paralympiques
- Sorbonne université
- Toulon « Université du sud - Toulon – Var »
- Toulouse-I « Université des sciences sociales » / Toulouse-II « Université Le Mirail » / Toulouse-III « Université Paul Sabatier »
- Tours « Université François Rabelais »
- UCA - Université Clermont Auvergne
- Universcience
- Universités : Aix-Marseille / Angers / Antilles-Guyane / Artois / Bordeaux / Bretagne Sud / Cergy-Pontoise / Chambéry « Université de Savoie » / Évy Val d'Essonne / Grenoble Alpes / La Guyane / La Nouvelle Calédonie / La Polynésie française / La Rochelle / Le Havre / Lille / Limoges / Lorraine / Marne-la-Vallée / Montpellier / Nantes / Nîmes / Orléans / Poitiers / Renne-I / Réunion / Strasbourg / Valenciennes et Hainaut Cambrésis / Versailles-Saint-Quentin en Yvelines
- Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris - Dauphine
- UT - Université de technologie : Belfort – Montbéliard / Compiègne / Troyes
- VetAgro Sup - Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement

Culture / Médias, livre et industries culturelles

- AENSP - École nationale supérieure de la photographie d'Arles
- AFR - Académie de France à Rome
- BnF - Bibliothèque nationale de France
- BPI - Bibliothèque publique d'information
- CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine
- Centre national de la danse
- Centre national des arts du cirque
- Cinémathèque française
- CMN - Centre des monuments nationaux
- CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou
- CNAP - Centre national des arts plastiques
- CNC - Centre national du cinéma et de l'image animée
- CNL - Centre national du livre
- CNSAD - Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- CNSMD Lyon - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- CNSMD Paris - Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- CNV - Centre national de la chanson, des variétés et du jazz
- Comédie Française
- École du Louvre
- ENSA - École nationale supérieure d'arts : Bourges / Limoges-Aubusson / Nancy / Cergy-Pontoise
- ENSA - École nationale supérieure d'architecture : Clermont Ferrand / Bretagne (Rennes) / Grenoble / Lyon / Marne la Vallée / Marseille / Montpellier / Nancy / Nantes / Normandie / Paris Belleville / Paris La Villette / Paris Malaquais / Paris Val de Seine / Saint-Etienne / Strasbourg / Toulouse / Versailles

- ENSAD - École nationale supérieure des arts décoratifs
- ENSA-Dijon - École nationale supérieure d'arts de Dijon
- ENSA et de paysage - École nationale supérieure d'architecture et de paysage : Bordeaux / Lille
- ENSBA - École nationale supérieure des beaux-arts
- ENSCI - École nationale supérieure de création industrielle
- Ensemble intercontemporain
- ENSMIS - École nationale supérieure des métiers de l'image et du son
- EPMQB - Établissement public du musée du quai Branly
- EPPD - Établissement public du palais de la porte Dorée
- EPPGHV - Établissement public du parc et de la grande halle de la Villette
- EPV - Établissement public du musée et du domaine national de Versailles
- Établissement public Cité de la céramique - Sèvres et Limoges
- Établissement public de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris
- Établissement public du château de Fontainebleau
- INP - Institut national du patrimoine
- INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives
- MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie
- Musée des arts décoratifs
- Musée du Louvre
- Musée Guimet
- Musée Henner-Moreau
- Musée Picasso
- Opéra Comique
- Opéra national de Paris
- OPPIC - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture
- Orchestre de Paris
- Rmn-GP - Réunion des musées nationaux - Grand Palais
- Théâtre national de Chaillot
- Théâtre national de l'Odéon
- Théâtre national de la Colline
- TNS - Théâtre national de Strasbourg
- Villa Arson – Nice

Solidarité, insertion et égalité des chances / Travail et emploi / Santé / Régimes sociaux et de retraite

- AFA - Agence française de l'adoption
- AFPA - Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes
- ANACT - Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail
- ANSM - Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
- ANSP - Agence nationale de santé publique
- ARS - Agence régionale de santé : Alsace-Champagne Ardennes-Lorraine / Aquitaine - Limousin- Poitou Charentes / Bourgogne-Franche Comté / Bretagne / Centre / Corse / Guadeloupe / Guyane / Ile-de-France / Martinique / Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon / Nord-Pas-de-Calais – Picardie / Normandie / Océan indien / PACA / Pays de la Loire / Rhône Alpes – Auvergne
- Centre INFFO - Centre pour le développement de l'information sur la formation permanente
- ENIM - Établissement national des invalides de la marine
- EPIDE - Établissement public d'insertion de la défense
- France compétences

- INCa - Institut national du cancer
- INTEFP - Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- Pôle emploi

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- ANSÉS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail
- ASP - Agence de services et de paiement
- CNPF - Centre national de la propriété forestière
- FranceAgriMer
- GIP - BIO - Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique
- IFCE - Institut français du cheval et de l'équitation
- INAO - Institut national de l'origine et de la qualité
- INFOMA - Institut national de formation des personnels du ministère de l'agriculture
- ODEADOM - Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer
- ONF - Office national des forêts

Justice

- APIJ - Agence publique pour l'immobilier de la Justice
- ENAP - École nationale de l'administration pénitentiaire
- ENM - École nationale de la magistrature
- Mission de recherche Droit et justice

Écologie, développement et mobilité durables / Cohésion des territoires

- ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
- AE - Agence de l'eau : Adour-Garonne / Artois Picardie / Loire-Bretagne / Rhin Meuse / Rhône Méditerranée Corse / Seine Normandie
- AFITF - Agence de financement des infrastructures de transport de France
- ANAH - Agence nationale de l'habitat
- ANCOLS - Agence nationale de contrôle du logement social
- ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs
- ANGDM - Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs
- CELRL - Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
- CEREMA - Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement
- CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social
- CITEPA - Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique
- CNPC - École nationale des ponts et chaussées
- ENSM - École nationale supérieure maritime
- ENTPE - École nationale des travaux publics de l'État
- EPSF - Établissement public de sécurité ferroviaire
- Établissement public du Marais poitevin
- FNAP - Fonds national des aides à la pierre
- GEODERIS
- IGN - Institut national de l'information géographique et forestière
- INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques
- Météo-France
- ONCFS - Office national de la chasse et de la faune sauvage
- PN Calanques - Parc national des Calanques
- PN Cévennes - Parc national des Cévennes

- PN Écrins - Parc national des Écrins
- PN Guadeloupe - Parc national de la Guadeloupe
- PN Guyane - Parc amazonien de Guyane
- PN Mercantour - Parc national du Mercantour
- PN Port-Cros - Parc national de Port-Cros
- PN Pyrénées - Parc national des Pyrénées
- PN Réunion - Parc national de la Réunion
- PN Vanoise - Parc national de la Vanoise
- SCSNE - Société du Canal Seine Nord Europe
- SGP - Société du Grand Paris
- VNF - Voies navigables de France

Administration générale et territoriale de l'État / Immigration, asile et intégration / Sécurités / Outre-mer / Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- ANSC - Agence du numérique de la sécurité civile
- ANTAI - Agence nationale de traitement automatisé des infractions
- ANTS - Agence nationale des titres sécurisés
- CNAPS - Conseil national des activités privées de sécurité
- ENSPolice - École nationale supérieure de la police
- INPS - Institut national de police scientifique
- LADOM - L'agence de l'outre-mer pour la mobilité
- OFII - Office français de l'immigration et de l'intégration
- OFPRA - Office français de protection des réfugiés et apatrides

Défense / Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation / Contrôle et exploitation aériens

- École navale
- ECPAD - Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense
- ENAC - École nationale de l'aviation civile
- ENSTA Bretagne - École nationale supérieure de techniques avancées Bretagne
- ENSTA ParisTech - École nationale supérieure de techniques avancées ParisTech
- INI - Institution nationale des Invalides
- ISAE - Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace
- Musée de l'air et de l'espace
- Musée de l'armée
- Musée national de la marine
- ONAC-VG - Office national des anciens combattants et victimes de guerre
- ONERA - Office national d'études et de recherches aérospatiales
- Ordre de la Libération (Conseil national des communes « Compagnon de la Libération »)
- SHOM - Service hydrographique et océanographique de la marine
- X - École polytechnique

Action extérieure de l'État

- AEFE - Agence pour l'enseignement français à l'étranger
- Atout France
- CAMPUS France
- Institut français

Direction de l'action du Gouvernement

- CIFAD - Centre Interministériel de Formation Anti Drogue
- Grande chancellerie de la Légion d'honneur
- IHEDN - Institut des hautes études de Défense nationale
- INHESJ - Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice
- OFDT - Observatoire français des drogues et des toxicomanies